

ROUGE FINISTÈRE

LE JOURNAL DU PCF

N°3

RUZ PENN AR BED

AUTOMNE 2018 - N°3

Édito

Ismaël Dupont

« Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, de cette société-là, on n'en veut pas ! »

Un simple slogan de manif misérabiliste ?

Ce serait oublier rapidement le stress de l'accès aux études supérieures, à la formation et au travail, amplifié par le manque d'investissement de l'État dans l'université et le supérieur et la politique de sélection inacceptable sacrifiant bien souvent les enfants des classes populaires qu'incarne Parcoursup... Et aussi, la précarité d'une grande partie des jeunes, étudiants ou salariés et, ou chômeurs, mal payés, sans emploi fixe.

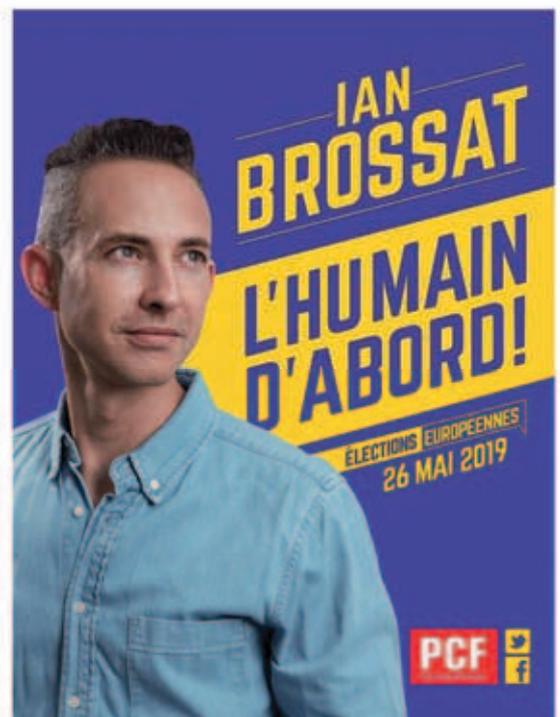
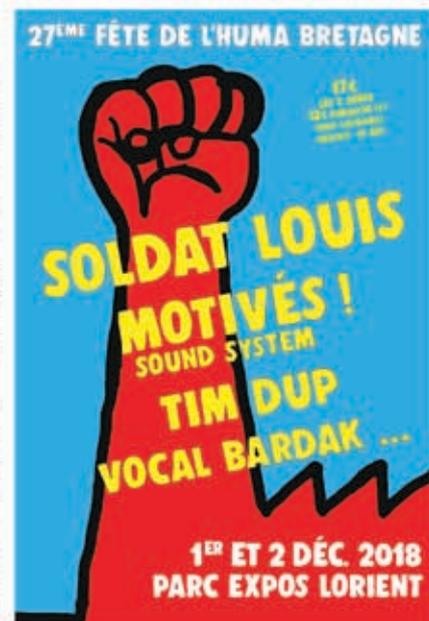
Ceux-là ne sont pas les premiers de cordée chers à Macron ! Ce serait méconnaître la situation de vie très dégradée de nombreuses personnes âgées en perte d'autonomie, souvent seules, avec de petites retraites ou non, qui doivent subir une forme de confiscation de leur parole et de leur visibilité dans l'espace social, mais aussi faire avec des services de santé moins accessibles (médecine généraliste et spécialisée, hôpitaux, urgences), des frais plus élevés, des conditions d'accueil dans les EHPAD et de prise en charge de l'aide à domicile qui, bien souvent, laissent à désirer, faute de financement public solidaire, de moyens financiers et humains : manque de places, places trop chères, manque de personnel, maltraitance institutionnelle, ... etc. Les communistes sont convaincus que cette situation d'injustice qui en dit long sur notre société et la manière dont elle traite les plus vulnérables n'est pas une fatalité mais qu'elle coïncide au contraire avec des choix de société.

Le choix du recul de la solidarité nationale peut être inversé si les citoyens s'en mêlent un peu, et même beaucoup, et exigent que la satisfaction des besoins sociaux et le bien-être de tous soit prioritaire sur la préservation des intérêts des riches, des milieux financiers, et des évadés fiscaux.

Pour mettre ces questions importantes au cœur de l'attention, les communistes bretons proposent deux débats importants à l'espace Bretagne de la fête de l'Humanité.

*Dans le numéro 3
de Rouge Finistère
retrouvez les interviews
exclusives
de Dominique Vidal
et Ian Brossat*

La fête de l'Humanité Bretagne, comme la fête de l'Humanité de la Courmeuve les 14, 15 et 16 septembre, c'est du partage, de la solidarité, de la fête, des concerts généreux, des débats sur des sujets sociaux variés, la présence de notre candidat aux Européennes **Ian Brossat**, de la culture, de la lecture, des expositions et des films... Un concentré d'humanité et un bain régénérant de fraternité pour revenir aux luttes du quotidien avec tous ceux qui ne se résignent pas à la loi du fric et de l'individualisme, aux inégalités indécentes et au mépris des pauvres et des classes populaires. Venez avec nous partager ce beau moment, sur le stand du Finistère, avec son bar, son Kig-ha-Farz et ses saucisses de Molène-pommes de terre sautés. Cette année, sur la fête de l'Humanité Bretagne comme sur le stand du Finistère à la fête de l'Huma Paris le 15 septembre, nous invitons dans le cadre de nos initiatives de solidarité internationale des militants kurdes qui défendent la démocratie, les valeurs d'égalité et d'auto-détermination, en Turquie comme au Rojava syrien, avec l'expérience du confédéralisme démocratique.





PAROLES DE NOUVEAUX ADHÉRENTS

Le PCF, un parti à l'agonie ? Un parti vieillissant, de dinosaures, condamné par l'histoire ?

C'est l'image qu'on veut vous en donner car c'est le seul parti qui en France continue à porter à la fois une ambition de rassemblement, une fidélité aux valeurs historiques de la gauche de Jaurès, une volonté de conquête sociale et démocratique immédiate, et une ambition révolutionnaire pour changer de société, combattre et abattre le système capitaliste. En réalité le Parti communiste est le deuxième parti de France en nombre d'adhérents (56 000 à jour de cotisation) et c'est un des partis qui compte le plus de jeunes militants, ce qui se voit d'ailleurs dans le mouvement social, avec l'importance des mobilisations des Jeunesses Communistes, de l'Union des étudiants communistes. Dans le Finistère aussi, plusieurs citoyens font le choix de prendre parti. Et de choisir le camp de ceux qui se battent au quotidien pour l'Humain !

Nous leur donnons la parole.

Linda Veschetti, carhaisienne, professeur d'EPS, était déjà une militante syndicale et associative aguerrie. Elle vient d'adhérer de manière spontanée au Parti communiste, en mai 2018. Elle fait partie des 18 femmes et hommes qui ont adhéré au Parti communiste dans le Finistère en mai 2018, au cœur des luttes engagées contre la politique de Macron.

Linda Veschetti

Je suis militante syndicale depuis 15 ans et communiste par les idées (mes potes me surnomment « la rouge ») depuis aussi longtemps je pense. Je rejoins le PCF cette année car je trouve que la période actuelle est politiquement et socialement très violente ! Je ne supporte plus le mépris de l'actuel gouvernement qui mène clairement une politique de « classe ». Les luttes pour un monde plus égalitaire nécessitent, en premier lieu l'engagement de ceux qui savent que les valeurs de fraternité, de solidarité et de partage doivent être défendues et portées haut. Je ne peux accepter que notre pays revienne sur des conquêtes sociales acquises de haute lutte. Les idées communistes ne sont pas « datées » mais au contraire modernes. Elles permettent de répondre aux besoins de l'immense majorité et portent l'espoir d'un avenir meilleur pour toutes et tous. L'intérêt général doit primer !

Petite-fille d'immigrés italiens, je suis particulièrement choquée de l'accueil et du traitement réservés (loi asile et immigration, « dublinés », camps de migrants) par l'Etat, aux gens qui fuient leur pays et qui souhaitent pour eux et leurs enfants un avenir meilleur. L'honneur est dans l'accueil, l'accompagnement et l'éducation, non pas dans l'abandon de nos devoirs de citoyennes envers toutes les personnes en difficulté.

Mes deux grands-pères étaient communistes et j'ai été élevée et éduquée par des parents qui m'ont appris le sens et l'importance des valeurs de respect, partage, solidarité et d'égalité. Je continue avec mes deux jeunes enfants !

Le Parti communiste, c'est 840 adhérents en Finistère. 35 nouveaux adhérents nous ont rejoint depuis le 1er janvier 2018. D'autres adhérents nous expliquent ce qui les a motivés à adhérer au Parti communiste.

Yann Flouriot

« C'est la fête de l'Huma qui a été déterminante. En 2016, j'ai vu que le PCF organisait un déplacement en mini-bus entre Brest et La Courneuve pour ses bénévoles. Je me suis joints à eux. Il y avait une ambiance très chaleureuse dans les mini-bus, j'ai été bien accueilli, je sentais une bonne synergie, sur le stand aussi. Quelques mois plus tard, après réflexion, j'ai décidé d'adhérer à la section de Brest. C'était mon premier engagement politique. Mais je le concevais aussi comme un moyen de m'intégrer à un groupe, de rencontrer des gens, de me rendre utile, d'apporter ma pierre à l'édifice pour changer la société. Mon grand-père était maire communiste d'une petite commune bretonne, ancien résistant, mon père était sympathisant communiste, mais moi, je n'étais pas très politisé. Ma référence, après 81, c'était plutôt le Parti Socialiste. C'est par la CGT que j'ai commencé à regarder davantage du côté du PCF ».

Anne-Marie Francillon est arrivée dans le Finistère après divers périples à travers l'Europe, les USA. Comme professeur d'allemand, elle a eu des contacts tôt avec les communistes grâce à France RDA et la Mairie Communiste de Vénissieux, dans le Rhône.

Anne-Marie Francillon

« J'ai besoin de rencontrer des personnes engagées pour retrouver espoir de créer une société dans laquelle l'humain est considéré et peut agir pour transformer sa vie. Le PCF résonne en moi car j'y entends des paroles qui me rassurent sur l'humain, paroles qui décrivent très bien l'hypocrisie des annonces et actes du gouvernement. Ce que je trouve inquiétant, c'est la « passivité », la « résignation » de la population devant les « supercheries », les mensonges et les paroles moralisantes pratiquées par le gouvernement pour endormir le peuple. Les médias sont muets ou admiratifs, etc. Je ne supporte pas cela et j'ai trouvé une résistance intelligente au PC avec des paroles justes et des actes des élus du PCF et des militants face à la négation de l'individu et de l'humanité et cela pour sauvegarder et exercer l'esprit critique, de discernement, le pouvoir de l'expression et une vie meilleure ».

Mathieu L - lycéen

« A partir de la loi travail en 2016, je voulais m'engager dans une organisation politique pour agir, sachant que j'étais déjà très mobilisé dans mon collège, en 3ème, aux côtés des lycéens en grève ...

Les Jeunesses communistes étaient le groupe avec lequel j'avais le plus de contact. Je me suis dit qu'il fallait militer dans une organisation politique qui voulait transformer la société.

J'étais attiré par le marxisme. Ma sœur m'avait conseillé de lire « Le Manifeste du Parti Communiste » Je l'ai lu et cela m'a apporté une pensée politique politique construite et cohérente. J'ai été marqué par le lien du texte avec la réalité sociale et économique d'aujourd'hui. Les descriptions du communisme que j'ai pu lire m'ont paru claires et logiques. Un parti apporte une idéologie structurante, un lien avec une pensée politique, des points d'appui au niveau du militantisme, des compagnons de lutte ».

Dessi Hedin

« Quand j'ai commencé mon projet sur la Résistance finistérienne, j'ai découvert le PCF, et j'ai vite compris que c'était le parti que j'avais si longtemps cherché. Je ressens une certaine fierté à rejoindre la cause communiste, avec notre tradition de lutte contre le capitalisme, et de faire vivre nos idéaux dans la société matérialiste où nous vivons ».



RÉSISTER ... CONSTRUIRE

SYNERGIES NAVALES

Romain Devoucoux

L'industrie navale une filière d'avenir pour Brest et le Finistère

« L'industrie est le cœur de la production de richesse d'un pays : nous pouvons tirer n'importe quel fil de l'activité humaine, l'enseignement, le secteur de la santé, le transport, au bout se trouvera inmanquablement un processus de production, une usine pour le dire plus simplement. Le secteur des services, bien souvent, n'est en effet qu'au service d'un processus industriel ou en dépend très étroitement : sans un secteur industriel fort, un pays est condamné, à plus ou moins long terme, car obligé d'importer massivement les produits qu'il consomme, avec le déséquilibre de la balance commerciale et l'appauvrissement qui s'en suivent. Un pays qui ne vivrait qu'avec un secteur primaire et un secteur tertiaire, ne pourrait pas survivre longtemps. Cela doit occuper une place importante dans notre réflexion. »

Amar Bellal rédacteur en chef de la revue Progressistes.

Or depuis 30 ans, la part de l'industrie dans la création de richesse nationale est passée de 20% à 12%. Ce résultat n'est pas lié à une fatalité économique mais le fruit du choix du retrait de l'Etat, des privatisations, de l'absence de pilotage stratégique et de planification. Enfin, c'est le choix de la concurrence et des plus-values pour les actionnaires.

Le cas de la filière militaire

L'activité industrielle principale de Brest est basée historiquement sur l'industrie navale militaire. Au cœur de cette activité : Naval Group. Anciennement Dcns, Naval Group est un groupe industriel détenu majoritairement par l'Etat et spécialisé dans l'industrie navale de défense et les énergies marines renouvelables. Depuis le début des années 2000, suite aux différentes décisions de l'Etat, une partie de plus en plus importante de l'activité se trouve transférée vers les chantiers de l'Atlantique de Saint Nazaire. Cela a pour conséquence qu'aujourd'hui ces derniers, avec un carnet de commande plein, ne sont pas en mesure de prendre en charge la construction de pétroliers militaires prévue dans la loi de programmation militaire 2022. Il existe donc un risque que la construction militaire s'effectue alors en dehors du territoire français. Or pour éviter ce risque et relancer l'activité globale, un plan de rénovation des moyens industriels et de formation évalué à 100 millions d'euros sur 4 ans par la CGT permettrait de relancer l'activité. Ces 100 millions sont à comparer à la perte de 43 milliards du CICE. Ce plan doit être mis en place le plus rapidement possible car le gros des départs à la retraite débute ces prochaines années avec le risque d'une rupture dans la transmission des savoirs. Cela concernerait sur Brest un minimum de 700 emplois sans compter la sous-traitance sur l'ensemble du Finistère.

L'industrie navale militaire, un enjeu national, éthique et démocratique

Mais la stratégie à long terme de Naval Group est de développer l'export avec la projection de personnels à l'étranger et la diminution de l'emploi local et national et l'accélération de la fermeture du site de Brest. Ainsi Ficantieri (propriétaire de 51% des chantiers navals de STX France) et Naval Group (propriété de l'Etat) cherchent un rapprochement capitalistique

pour devenir un géant naval européen. La stratégie est claire : se positionner au plan international pour devenir un groupe industriel avec une orientation quasi exclusive vers l'exportation afin d'accaparer les profits juteux du marché de l'armement. Ceci mettrait en danger notre défense nationale avec un risque de transfert de secrets industriels, technologiques et stratégiques. Une entreprise de défense nationale se transformerait en un vulgaire marchand d'armes et profiteur de guerre guidée par le profit. Les logiques de compétition commerciale l'emportent sur le contrôle démocratique et sur toutes considérations éthiques.

Vers une industrie navale de paix

La richesse de Brest et du Finistère, c'est sa diversité industrielle : la recherche, le nautisme, la navale militaire, la réparation navale civile. Premier centre français de réparation navale, le port de Brest dispose d'un savoir-faire reconnu par les armateurs du monde entier. Les emplois liés à la mer dans l'agglomération brestoise représentent 15 000 emplois, soit 23% de l'emploi local. Il s'agit alors d'impliquer les salariés, les citoyens, les territoires dans les choix de développement, y compris dans les stratégies d'entreprise. Il s'agit de garantir la souveraineté nationale et d'empêcher des logiques capitalistes sur l'armement. Le développement des énergies marines renouvelables ainsi que la déconstruction sont aussi des pistes sérieusement envisageables.



Initiatives du PCF

Plusieurs initiatives locales et nationales ont été prises. Octobre 2017, le député communiste Sébastien Jumel interpelle le gouvernement sur la fusion prochaine de Naval Group. Le 24 janvier 2018 eu lieu un débat sur l'industrie maritime brestoise au bar le Mouton à 5 pattes place Guérin à Brest. Il fut organisé par la section PCF de Brest dans le cadre des états généraux du Progrès Social qui ont eu lieu le 3 février à Paris. Un compte rendu détaillé est présent sur le site : <http://www.le-chifon-rouge-morlaix.fr>. Février 2018 des syndicalistes de l'arsenal de Toulon et le député André Chassaigne se prononcent pour un pôle public national de cette industrie comme assurance contre son démantèlement. Avril 2018, rencontre entre la section PCF de Brest et la CGT sur la construction navale à Brest.

Il y a quelques décennies la France disposait d'un outil industriel puissant et performant. L'industrie navale, dans toutes ses composantes construction, réparation, entretien y tenait une place significative. Dans le courant des années 60, la France se situe au 3ème rang mondial pour la construction de navires de tout type. Les chantiers emploient alors 30 000 personnes. Au milieu des années 80, la navale civile, qui ne compte plus que 18 000 salariés, se concentre pour les plus grosses unités (pétroliers, minéraliers, vraquiers, paquebots) sur les sites de La Ciotat, La Seyne sur mer, Saint Nazaire, Cherbourg, Dunkerque. On sait ce qu'il est advenu par la suite, malgré les résistances syndicales et politiques.

On nous ressort régulièrement pour expliquer ce naufrage la fable des coûts salariaux. Et si l'on regardait du côté des stratégies actionnariales ? Alors que depuis des années le trafic maritime mondial ne cesse de progresser et avec lui le besoin de développement ou de renouvellement de la flotte. Faire construire les navires au Japon ou en Corée du Sud, au Vietnam et en Chine aujourd'hui coûte moins cher et de fait augmente la marge des entreprises. Peu leur chaut les conséquences sociales, territoriales supportées par l'ensemble de la société. L'un des défis auquel nous sommes confrontés est bien celui de la réindustrialisation intelligente. La Bretagne et le Finistère en particulier ont toutes les raisons d'accorder aux industries navales les plus grandes attentions. Les candidats communistes aux élections départementales de 2015 portaient un ensemble de propositions concernant cet important secteur économique. En Bretagne, la filière industrielle navale, construction, réparation, entretien avitaillement, mécanique Energies Marines Renouvelables (EMR), Offshore, formation etc, représenterait 20 000 emplois selon les données de Bretagne Pôle Naval (BPN). Une approche bêtement concurrentielle de ces secteurs n'est pas une solution d'avenir. Les synergies portuaires ont besoin d'un secteur public (Etat, Région, Département) stratège garant d'une gestion concertée des outils et installations portuaires de Lorient à Brest. Nombre de ports disposent de moyens publics et privés de construction, de réparation, d'entretien et de manutention de taille et de fonctions diverses dont il faut organiser la complémentarité. Il en est de même pour les secteurs de la pêche et de la plaisance où il faut là aussi échapper à la logique « du marché » du moins disant, du plus offrant, où chacun tente de tirer son épingle du jeu pour se tourner résolument vers une gestion concertée et régulée des activités.

La filière des Energies Marines Renouvelables est aujourd'hui bien mal en point notamment depuis l'abandon spectaculaire et inattendu de l'hydrolien par Naval Group en juillet 2018.

Pourtant, l'avenir de la navale est intimement lié aux nouvelles technologies, à l'innovation industrielle et environnementale, au niveau de qualification des salariés, aux conditions de travail et à l'intervention publique. La mise à l'étude et la construction de navires d'un type totalement nouveau (carène, propulsion) sont encore des pistes à explorer.

La construction de navires de nouvelle génération, matériaux de construction, recyclage en fin de vie en font partie. Cette démarche est à mener de front avec le renouvellement de la flotte de pêche aujourd'hui largement obsolète. Le développement du parc d'énergies renouvelables et ses fonctions support (navires de maintenance et de service) relocalisation de production de navires de transport.

Enfin on imagine sans peine l'importance que pourrait prendre la filière déconstruction-valorisation, au vaste gisement local, national et Européen.

Ismaël Dupont

Né en 1980, engagé au PCF à 17 ans, puis professeur de Lettres dans un lycée de la région parisienne. Son combat de militant est tout entier dirigé pour l'égalité citoyenneté réelle de tous et la lutte contre les discriminations. Ce militant brillant et percutant, doublé d'un élu efficace et opiniâtre, est élu à Paris depuis 2008, date à laquelle il est devenu le plus jeune président de groupe au Conseil Municipal de Paris. C'est, depuis 2014 l'adjoint au logement de la ville de Paris. On lui doit un travail de tous les instants pour démocratiser l'accès au logement pour les Parisiens, n'hésitant pas à se heurter aux intérêts des promoteurs et des riches qui veulent vivre dans l'entre soi.

C'est lui qui est à l'initiative du centre d'hébergement des sans abri dans le seizième arrondissement de Paris, de la lutte contre Airbnb qui chasse les classes populaires de la capitale, à l'initiative aussi de la création de 6000 logements sociaux dans le seizième et à l'augmentation importante du pourcentage de logement sociaux à Paris.

Il défend les migrants à Paris, s'oppose à la vidéo-surveillance, à la privatisation des déchets.

Il montre que la politique, ce n'est pas que des grandes phrases et des postures, mais un travail pour conquérir des avancées concrètes pour les classes populaires.

Les prochaines élections européennes auront lieu le 26 mai 2019 et nous permettrons en France d'élire 79 députés européens avec un scrutin de liste national à la proportionnelle. Actuellement, trois élus français au Parlement Européen représentent notre sensibilité de la gauche sociale, écologique, anti-libérale : **Patrick Le Hyaric** et **Marie-Pierre Vieu**, députés communistes et Front de Gauche, et **Marie-Christine Vergiat**, députée Front de Gauche. Travaillant au sein du groupe de la Gauche Unitaire Européenne-Gauche Verte Nordique (**GUE-NGL**) 52 députés avec l'ensemble des forces progressistes européennes (**Sinn Féin**, **Die Linke**, **Gauche écologiste nordique**, **Syriza**, **Podemos** et **Izquierda Unida**, etc), nos élus font un travail essentiel dans une assemblée dominée par les libéraux et conservateurs et où l'extrême-droite nationaliste est de plus en plus forte, et risque de l'être encore davantage à l'issue de ces élections européennes, pour défendre les réfugiés et migrants, dénoncer et faire connaître les traités de libre-échanges anti-démocratiques (**TAFTA**, **CETA**, **TISA**), défendre les services publics et les droits de l'homme, plaider contre le néo-colonialisme, les logiques de guerre impérialistes, pour le droit des peuples palestiniens et kurdes, pour la Paix et le désarme-

ment nucléaire. Le groupe **GUE-NGL** est le seul groupe du Parlement à lutter constamment, et depuis le début contre les plans d'austérité, les politiques macroéconomique et ultra-libérales de l'UE, et à prôner l'idée d'une autre Europe respectueuse des peuples. Ce sont des députés qui portent la voix du mouvement social et des classes populaires en Europe.

L'expérience montre à cet égard que, même minoritaires, des parlementaires déterminés à prendre appui sur des mobilisations populaires suffisantes, peuvent remporter des victoires spectaculaires. Parmi les exemples emblématiques de tels succès, citons la mise en échec, à deux reprises, du projet de la Commission de casser le statut des dockers (2003 et 2006) ou le rejet du projet de directive visant à légaliser en Europe la pratique américaine des " brevets logiciels " réclamés par les lobbys des multinationales (2005). Quant à la directive sur laquelle se fondait le gouvernement **Macron-Philippe** pour justifier la " réforme " de la **SNCF**, elle avait failli, à 24 voix près sur 704 votants, être bloquée en décembre 2016. Dans ce contexte, il y a tout lieu de se féliciter que le **PCF** ait choisi pour conduire et animer la liste qui représentera le mieux les valeurs d'une gauche sociale et progressiste à ces élections européennes.

INTERVIEW

IAN BROSSAT

EUROPÉENNES 2019

Comment qualifierais-tu la situation de l'Union européenne aujourd'hui et les politiques qui sont promues par les gouvernements européens quand ils trouvent des compromis et la commission européenne ?

L'Union européenne promeut depuis de nombreuses années des politiques d'austérité. Celles-ci sont à la fois injustes et inefficaces. Au cours des 10 dernières années, les richesses produites ont augmenté, certes. Le PIB des pays de l'UE est passé de 15 000 milliards d'euros à plus de 17 000 milliards d'euros entre 2006 et 2017. 2000 milliards d'euros de plus, c'est l'équivalent du PIB français. Mais dans la même période, la part de travailleurs pauvres est passée de 7% à 10%. Ceux qui ont produit ces richesses n'ont pas été récompensés pour leurs efforts. Pire, ils se sont appauvris. Ce sont les multinationales qui en ont profité et s'en sont mis plein les poches.

Tout cela n'est pas le fruit du hasard. La politique de l'Union européenne y est pour beaucoup. Toute sa logique peut être résumée en 3 mots : priorité aux marchés. Résultat, c'est jackpot pour les banques et ceinture pour les autres.

Depuis la crise de 2008, la Banque centrale européenne a versé 3000 milliards d'euros aux banques privées sans la moindre contre-partie. Les mêmes banques qui alimentent la spéculation et qui vous infligent des aggios dès lors que vous avez quelques euros de déficit.

Quant aux salariés, la Commission européenne leur inflige la mise en concurrence à tous les étages. Elle organise le dumping social, c'est-à-dire la course aux plus bas salaires et aux pires conditions de travail. Elle ne fait rien d'efficace face au travail détaché, rien face aux délocalisations.

Au dumping social, elle ajoute le dumping fiscal en encourageant les États à baisser les impôts des plus riches et des entreprises.

C'est avec cela qu'il faut rompre.



Cet argent pourrait être tellement utile s'il était utilisé autrement.

Nous proposons qu'il serve à la constitution d'un fonds dédié au développement des services publics. Dans le contexte que nous connaissons, marqué par une fragilisation terrible des services publics, notamment dans le domaine de la santé, ce serait une avancée formidable.

Comment vas-tu mener cette campagne européenne avec les communistes ?

Nous avons décidé de commencer cette campagne très tôt. Pour une raison toute simple : les thématiques européennes sont déjà très présentes dans l'actualité.

On le voit sur la question des réfugiés. L'Europe est aux abonnés absents et trahit toutes les valeurs qui devraient être les siennes. Elle est incapable d'organiser l'accueil de quelques milliers de personnes, alors que l'UE compte plus de 500 millions d'habitants. Elle n'est pas capable non plus de tordre le bras aux gouvernements d'extrême-droite, alors qu'elle est si prompte à imposer à coups de lattes des politiques d'austérité à ceux qui voudraient y résister. On l'a vu en Grèce. Le devenir de l'Europe est au cœur de l'actualité.

Nous allons donc mener une campagne de longue haleine, en nous adressant largement à tous ceux qui veulent une autre Europe. Le débat ne doit pas se laisser enfermer par les libéraux d'un côté et les fachos de l'autre. Les peuples d'Europe méritent mieux.



Car cette Europe nous conduit dans le mur. La preuve : les gouvernements ont tellement dégoûté les Européens de l'Europe qu'ils finissent par se jeter dans les bras de l'extrême-droite. Il y a donc urgence à porter la voix d'une autre Europe, qui soit celle du monde du travail, et non celle du fric.

Sur quels principes et objectifs essentiels s'appuie le projet que défendent les communistes pour l'Europe et les élections européennes de mai 2019 ?

On nous a longtemps vendu l'Europe en nous expliquant qu'elle nous permettrait de faire contrepoids aux États-Unis et de contrer les logiques les plus mortifères de la mondialisation. Nous avons désormais un peu de recul. Est-ce ce qui se passe ? Absolument pas. Au contraire, l'Europe telle qu'elle est, incite à la mise en concurrence de tous contre tous. Se mettre ensemble pour se faire la guerre, c'est tout de même un étrange projet.

Ce n'est pas le nôtre. Nous considérons qu'il faut construire l'Europe de l'humain d'abord. Une Europe qui nous tire vers le haut au lieu de nous aspirer vers le bas, comme c'est le cas actuellement. Une Europe de coopération, à rebours des logiques de concurrence.

L'Europe doit cesser d'être une machine à fabriquer de la régression sociale.

Sur le travail, sur le service public, il faut tourner la page des logiques libérales. Nous proposons par exemple de mettre fin aux directives de libéralisation, celles qui viennent de conduire la mise en concurrence de la SNCF et à terme à sa privatisation.

Quelle est la marque distinctive de la proposition et du travail des communistes sur l'Europe ?

Tout cela suppose une toute autre utilisation de l'argent au sein de l'union européenne. J'évoquais tout à l'heure les 3000 milliards d'euros versés par la BCE aux banques privées. Tout cela alors qu'on nous rabache en permanence qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses. Ça ne peut pas continuer comme ça. C'est une folie.

EUROPÉENNES 2019 IAN BROSSAT, LE CHOIX D'UNE EUROPE PLUS DÉMOCRATIQUE, SOCIALE ET SOLIDAIRE

**LES COMMUNISTES ONT FAIT LE PARI DE LA JEUNESSE
ET DE L'AUDACE POUR DÉSIGNER LEUR CHEF DE FILE
AUX EUROPÉENNES EN CHOISSANT DE FAIRE
CONFIANCE À IAN BROSSAT**

Ian Brossat viendra dans le Finistère à l'automne dans le cadre de la campagne des européennes pour une réunion publique à Brest et des rencontres avec des professionnels de l'économie maritime, des syndicalistes, des responsables associatifs.

Propos recueillis par Yvonne Rainero

Dominique Vidal, historien et journaliste, spécialiste reconnu du Moyen-Orient, collaborateur du Monde Diplomatique dont il a été le rédacteur en chef adjoint, est venu dans le Finistère à Quimper et Brest à l'initiative de l'AFPS présenter son dernier livre, **Antisionisme = antisémitisme ? Réponse à Emmanuel Macron** (Libertalia, Montreuil - 8 euros). À cette occasion il nous a accordé une interview exclusive pour Rouge Finistère.

Dans ce livre, vous vous adressez à Emmanuel Macron. Pourquoi ?

Mon livre est intitulé **Antisionisme = antisémitisme ? et sous-titré Réponse à Emmanuel Macron**. Ce n'est pas un effet de style. Dans son discours du 16 juillet 2017, lors du 75^e anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv, où il avait invité le Premier ministre israélien, le Président de la République a en effet déclaré : « Nous ne céderons rien à l'antisionisme car il est la forme réinventée de l'antisémitisme. »

C'était la première fois qu'un chef de l'État reprenait à son compte cet amalgame inacceptable entre une opinion parfaitement licite, qui conteste la réponse de **Theodor Herzl** à la « question juive », comme on disait à l'époque, et un délit, puni, comme toutes les formes de racisme, par les lois de la République. Ce faisant, il commettait à la fois une erreur historique et une faute politique.

Dans l'histoire, les Juifs n'ont-ils pas soutenu le projet sioniste ?

En majorité, certainement pas. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, c'est évident : les Juifs communistes, bundistes et religieux refusent de gagner la Palestine pour y bâtir « leur » État. La plupart des 3,5 millions qui quittent l'Europe vont d'ailleurs aux États-Unis, tandis que la Palestine sous mandat britannique ne compte que 460 000 Juifs, soit 2,9 % de la population juive mondiale.

Après la tragédie de la Shoah, plusieurs centaines de milliers de survivants ne peuvent ni rentrer chez eux, ni, faute de visas, se rendre en Amérique : la plupart émigrent vers la Palestine, puis Israël, d'où 800 000 Arabes ont été expulsés durant la guerre de 1948. Il ne s'agit donc pas d'un « choix sioniste », mais d'un moindre mal.

Il en ira de même des deux autres grandes vagues d'immigration en Israël. Chassés de leur pays ou « recrutés » par l'Agence juive, les Juifs des pays arabes n'ont pas d'autre endroit où aller. Idem pour les Juifs soviétiques sous **Gorbatchev**. Ils rêvaient de poursuivre leur voyage jusqu'aux États-Unis, mais durent rester en Israël.

Soixante-dix ans après sa création, ce dernier ne rassemble que 6,5 des 15 à 16 millions de Juifs du monde : malgré le génocide, les autres ont continué, contrairement aux prévisions de **Herzl**, de s'intégrer dans les États occidentaux où de surcroît la majorité se marie avec des non-Juifs. En outre, plusieurs centaines de milliers de citoyens israéliens vivent à l'étranger. Et même parmi les Juifs français qui ont quitté notre pays ces dernières années, une forte proportion revient. Historiquement, la petite phrase du président est donc une erreur.

Politiquement, c'est pire : elle constitue une faute.

Pourquoi ?

Parce que les dirigeants israéliens et leurs inconditionnels français l'exploitent pour exiger une loi interdisant l'antisionisme, autrement dit la création d'un délit d'opinion. Imaginez que les communistes demandent l'interdiction de l'anticommunisme, les gaullistes celle de l'antigaullisme et les libéraux celle de l'altermondialisme...

L'accusation d'antisémitisme à l'égard du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien était déjà sous-jacente dans la circulaire **Alliot-Marie**. Comment expliquez-vous que l'affrontement d'idées et de personnes à ce sujet prenne aujourd'hui une nouvelle ampleur ?

Vous avez raison : l'offensive a d'abord ciblé la campagne **Boycott - Désinvestissement - sanction (BDS)**, qualifiée d'antisémite, sur la base de la directive de la ministre de la Justice **Michèle Alliot-Marie** (2010), que **Christiane Taubira** n'a malheureusement pas annulée. Mais, sur des centaines d'actions de boycott, les parquets n'en ont poursuivi qu'une douzaine, dont deux seulement ont été condamnées. L'une d'elles, à Colmar, est désormais soumise à la Cour européenne des droits de l'homme, qui pourrait retoquer la Cour de cassation française.

En effet, selon **Federica Mogherini**, la ministre européenne des Affaires étrangères, « l'Union se positionne fermement pour la protection de la liberté d'expression et de la liberté d'association, en cohérence avec la Charte des droits fondamentaux, qui est applicable au territoire des États membres, y compris en ce qui concerne les actions **BDS**. » En difficulté, ces extrémistes liberticides s'attaquent maintenant à l'antisionisme. Dans les deux cas, ils tentent de rompre l'isolement que vaut à Israël sa politique d'occupation, de colonisation et, désormais, d'annexion. La dernière enquête de l'**IFOPi** indique que 57 % des Français ont une mauvaise image d'Israël et 69 % du sionisme, 71 % jugeant qu'Israël porte une responsabilité majeure dans l'absence de négociations.

Seraient-ils antisémites ? Une autre enquête, réalisée par l'institut **IPSOS**, balaie cette accusation : l'électorat de la France insoumise et du Parti communiste est, démontre-t-elle, à la fois le plus critique vis-à-vis de la politique d'Israël et le plus empathique à l'égard des Juifs victimes de l'antisémitisme. CQFD.

La France n'est pas, loin de là, le seul pays où l'opinion soutienne massivement la cause palestinienne. On en trouve même un reflet sur la scène diplomatique. Déjà, l'État de Palestine est entré à l'Unesco (2011), aux Nations unies (2012) et à la Cour pénale internationale (2015).

Et l'Assemblée générale a, par exemple, voté fin 2017 une résolution en faveur du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à un État par 176 voix pour, 7 contre (Canada, États-Unis, Israël, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru et Palaos) et 4 abstentions (Cameroun, Honduras, Togo, Tonga).

Vous placez ce débat avec juste raison sur le terrain de la rationalité des faits historiques, statistiques. Pourquoi est-ce si difficile en France, plus difficile semble-t-il que dans d'autres pays européens ?

Pour une raison simple : notre pays est, en Europe, celui qui compte à la fois le plus de musulmans et le plus de Juifs, dont une bonne partie se sentent naturellement proches des Palestiniens ou des Israéliens. D'où l'agitation d'Israël et de ses amis pour redorer son blason dans l'opinion. La tâche n'est pas aisée, vu la radicalisation de la coalition au pouvoir à Tel-Aviv : passage de la colonisation à l'annexion du reste de la Palestine, adoption de lois liberticides, alliance avec les pouvoirs populistes et les forces d'extrême droite européennes. Comment, par exemple, convaincre nos compatriotes confrontés au spectacle insupportable des massacres de civils désarmés à Gaza ? Certains prétendent que la lecture de certains versets du Coran expliquerait les actes de violence antisémites. Personnellement, j'ai l'impression que les horreurs perpétrées par les snipers israéliens constituent une incitation beaucoup plus puissante. Et j'ajoute que c'est évidemment injuste : les Juifs de France ne sont en rien responsables des crimes de l'armée israélienne. C'est dire l'irresponsabilité des dirigeants du Conseil représentatif des institutions juives de France (**CRIF**) quand, au nom des Juifs, ils défendent la politique israélienne : ce sont eux qui font le lien ...



L'opinion publique internationale a fortement aidé à la fin du régime d'apartheid en Afrique du Sud. Que pouvons-nous faire pour développer l'intervention citoyenne sur la question palestinienne ?

Tant qu'Israéliens et Palestiniens seront seuls face à face, rien n'avancera : c'est la lutte du pot de fer et du pot de terre. Il importe donc que la communauté internationale s'en mêle, sur la base de son droit et notamment des résolutions des Nations unies. C'est pourquoi beaucoup dépend de l'intervention de l'opinion publique. En France comme ailleurs, on l'a vu, une nette majorité des citoyens critique les choix des dirigeants israéliens. Reste à traduire cette critique en actes politiques capables de peser sur les gouvernements. C'est la tâche du mouvement de solidarité et notamment de la campagne BDS. Il y a bien sûr le « B », dont nous avons parlé. Il se traduit aussi par le refus d'un grand nombre d'artistes de se produire en Israël, sans oublier l'annulation du match de football avec l'Argentine ! Mais il y a aussi le « D » et le « S ». Un nombre croissant de fonds de pension, de grosses banques, de grandes entreprises rompent leurs liens avec Israël et, ou les colonies de Cisjordanie. À terme, tout cela coûtera des milliards de dollars à l'économie israélienne. À ceux qui doutent de l'efficacité de la campagne BDS, je rappelle qu'elle a d'ores et déjà de telles conséquences, économiques et surtout politiques, que **Benjamin Netanyahu** l'a qualifiée de « menace stratégique majeure ». Et qu'il a créé, pour la combattre, une organisation dotée, à la fin de l'année dernière, de 72 milliards de dollars. Mais tout l'or du monde ne rendra pas la politique anti-palestinienne d'Israël sympathique !

Comment voyez-vous le devenir des peuples palestinien et israélien ?

Je ne suis pas Madame Soleil. Ce dont je suis certain, c'est que le droit à l'autodétermination des peuples finira par triompher. Le conflit israélo-palestinien représente le dernier grand conflit de décolonisation au monde, et il s'achèvera comme les autres. C'est l'intérêt des deux peuples. Mais j'ignore quels contours aura cette solution. La communauté internationale s'est prononcée, depuis des décennies, pour une solution sinon juste, en tout cas praticable : la création d'un État palestinien aux côtés d'Israël. Mais elle n'a rien fait pour l'imposer à Israël et, plus le temps passe, plus cette perspective s'estompée. Il faut être aveugle pour ne pas voir qu'Israël, qui a fait longtemps mine d'accepter cette formule, est en train de l'enterrer : en mettant le cap sur l'annexion de la Cisjordanie, la droite et l'extrême droite se fixent l'objectif d'un seul État, dans lequel les Palestiniens annexés avec leur terre ne jouiraient pas du droit de vote – un État d'apartheid.

27 ans après la disparition du régime raciste d'Afrique du Sud !

Il revient aux Palestiniens et aux Israéliens qui acceptent leur droit à l'autodétermination de choisir la solution qui leur convient. Pour ma part, je suis sensible à la voix de ceux qui, tout en voulant conserver les acquis diplomatiques de l'État de Palestine, proposent d'engager sans tarder le combat contre l'apartheid et pour l'égalité des droits. Nier la réalité n'a jamais permis de la transformer.

www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/05/70-ans-israel.pdf

www.ipsos.com/fr-fr/levolution-de-la-relation-lautre-dans-la-societe-francaise

FÊTES D'ÉTÉ DU PCF

Tout au long de l'année, ce n'est pas moins d'une dizaine de fêtes qu'organisent les sections du PCF dans le Finistère en plus de la participation à la fête de l'Huma de la Courmeuve et à la fête de l'Humanité Bretagne.

Les trois Fêtes du Travailleur bigouden, organisées l'été par la section du Pays Bigouden (115 adhérents), ont réuni cette année encore entre 1500 et 2000 personnes pour les repas en plein air proposés sur les ports du Guilvinec, de Lesconil et de Loctudy, et ce grâce au dévouement des militants et sympathisants qui construisent ces fêtes.

Le 17 août dernier, **Olivier Dartigolles**, porte-parole du Parti Communiste, auteur de « **Macron, entreprise de démolition** » était présent à Loctudy et a prononcé un discours percutant et généreux très apprécié par les 4 à 500 participants dinant dans ce cadre idyllique.

Il a notamment dénoncé les politiques de l'UE et des gouvernements européens face aux réfugiés, l'abandon des naufragés de l'Aquarius, les scandales des salaires mirobolants des grands patrons comme le nouveau patron d'Air France qui touche 3 fois plus que son prédécesseur (plus de 4 millions d'euros par an) alors qu'il refuse une augmentation de 5% à ses employés.



Olivier Dartigolles

Olivier Dartigolles a dénoncé aussi l'utilisation la protection en haut lieu de nervis comme Alexandre Benalla qui ont tabassé des étudiants et syndicalistes lors des manifestations du printemps dernier. C'est le symbole et le résumé embarrassant de la nature profondément autoritaire, méprisante et hostile aux intérêts du monde du travail et de la jeunesse de la politique de Macron, au service des seuls premiers de cordée, une politique fiscalement injuste qui appauvrit l'État et se mène au détriment des services publics, de la protection sociale, et de l'égal accès aux droits fondamentaux.

FÊTE DE L'HUMANITÉ 2018



COMMUNE CULTURE

BONJOUR ! BONSOIR ! LONGUE ET BELLE VIE AU FOURNEAU

Gabriel Riou Collorec

Le Fourneau, Centre national des arts de la rue et de l'espace public, est un établissement de création et de production artistique dans l'espace public basé à Brest.

Il s'inscrit dans un réseau national professionnel qui compte 14 centres nationaux labellisés par l'Etat répartis sur l'ensemble du territoire national. Ces lieux de fabrique accueillent des compagnies en résidence, organisent des festivals.

Bonjour ! Bonsoir ! Michèle Bosseur et Claude Morizur, co-directeurs et co-fondateurs du Fourneau de Brest ont passé le relais au début de l'année 2018. L'aventure extraordinaire continue ! Certes. Mais nous voulions leur rendre hommage. Rouge Finistère les a rencontrés cet été.

Bonjour ! Bonsoir ! Mettons-nous d'accord tout de suite, Les arts de la rue ne pointent pas à la rubrique sous culture, ou culture pédagogique ou pauvre culture pour culture du pauvre !

« On entend par « arts de la rue » les spectacles occupation, de l'espace public ou les événements artistiques donnés à voir hors des lieux pré-affectés : théâtres, salles de concert, musées ... Dans la rue, donc, sur les places ou les berges d'un fleuve, dans une gare ou un port et aussi bien dans une friche industrielle ou un immeuble en construction, voire les coulisses d'un théâtre. De la prouesse solitaire à la scénographie monumentale, de la déambulation au dispositif provisoire, de la parodie contestataire à l'événement merveilleux, les formes et les enjeux en sont variés, les disciplines artistiques s'y côtoient et s'y mêlent. Le spectacle s'adresse ensemble aux spectateurs prévenus et aux passants de hasard, au public averti et au public « vierge ». Il importe donc de s'appuyer sur les émotions communes et les cultures partagées. (Sylvie Cilière dans « Rue Libre-l'art est public »)

Cette forme d'intervention artistique qui transforme, détourne et réinterprète l'espace public, policé par définition s'inscrit en France dans la très longue histoire. Les premiers saltimbanques au Moyen Age accompagnent les édifiants et merveilleux Mystères joués aux porches des Églises. Quelques siècles plus tard les forains et leurs baraques à théâtre développent un répertoire souvent parodique et des modes de jeu avec le public. Ce sont des références mythiques et un réservoir de savoir-faire pour les arts de la rue. Enfin les arts de la rue actuels ont aussi des parentés avec les mouvements subversifs ou militants qui ont marqué l'histoire du siècle dernier. Dans les débuts de la révolution d'Octobre, les artistes quittent les salles closes pour s'adresser directement au peuple et participer à la transformation de la société.



Bonjour ! Bonsoir ! « Rien n'est tombé du ciel, sauf la pluie » proclament Michèle Bosseur et Claude Morizur en ouverture de leur « Jubilacion » en janvier 2018. Surtout pas l'aventure qui réunit pendant 40 ans les fondateurs de ce qui sera un jour Le Fourneau. Ça commence en 1975, sur les bancs de l'Ecole Normale d'Instituteur (comme qu'on dit à l'époque) de Quimper. Ça continue avec la Fédération des Œuvres Laïques du Finistère. Ça se faufile chez les Francas. Ça intéresse le sport, l'UFOLEP, l'USEP en interrogeant une des pratiques les plus populaires, le foot avec le Mouvement Football Progrès ». Et ça se développe en posant ses valises au Relecq Kerhuon ou s'épanouissent les expériences d'éducation populaire. Car on l'aura compris, c'est bien de ça qu'il s'agit. Depuis le début. Tombés dans la Marmite bien avant le Le Fourneau.

« Tout est prétexte au questionnement, à la quête de sens sur le chemin de la culture pour tous. Tout est prétexte à élargir l'horizon, à se rencontrer et à pratiquer la vie ensemble. Notre utopie : convaincre nos semblables que d'autres mondes sont possibles ; à condition de s'écarter un peu des voies toutes tracées » (Michèle Bosseur ; Claude Morizur : Jubilacion 27/01/2018)

Bonjour ! Bonsoir ! On n'en finira pas d'énumérer les créations, les actions qui ont rassemblé depuis 1982 pour une fois, pour mille fois, pour un jour, pour toujours, des dizaines de compagnies, des centaines d'artistes et de techniciens, des milliers et des milliers de spectateurs attentifs, attendris, bousculés, interpellés, heureux.

Citons au débotté, Le Relecq Kerhuon avec le festival La Tête et les Mains de 1982 à 88, la rencontre avec la Compagnie francilienne Oposito en 87, Grains de Folie 89 et 90, avant Plougastel en 91 et Brest (Le Questel 92 et 93) et le Port de 94 et 95, les Jeudis du Port à partir de 1991, les Fêtes maritimes de Brest tous les 4 ans, la création du Fourneau, le bien nommé sur le port de Brest en 1994 Johannesburg, Edimbourg, Paris Carhaix et ses Vieilles Charrues, Molène, Morlaix de 1997 à 2011 avec « le FAR » et « le Mai des Arts » dès 2001, Plouguerneau suivi du « Printemps des Abers », Lampaul Guimillau, Plobanna-lec Lesconil, Guipavas, Camaret, les Rias dans le Pays de Quimperlé et bien sûr « les Pique-niques Kerhorres » ...

Bravo. Merci. Joli parcours. Vraiment bravo. Vraiment merci.

Bonjour ! Bonsoir ! Demain Le Fourneau va s'installer au plateau des Capucins. Plus à son aise. Son attache aux territoires finistériens, son rayonnement national et international ne font plus aucun doute.

Sa volonté acharnée d'être là où on l'attend pas, son projet émancipateur non plus. Aux Capucins, à Brest s'affiche La Fabrique Citoyenne et Poétique (Politique ?)

Laissons conclure Mahmoud Darwich (1941 - 2008. Poète. Président de l'Union des écrivains palestiniens)

« La politique dénuée d'approches culturelles et d'imaginaires est condamnée à l'ordre du conjoncturel ».

Nous sommes le 31 août 2018.

Il est 19h59.

* « Jubilacion » signifie « retraite » en espagnol.

Depuis le 1er février 2018, la direction du Fourneau est assurée par Caroline Raffin.

- Je veux adhérer au Parti Communiste

Nom : Prénom : Adresse :
N° de Téléphone : Courriel :

- Je veux participer à la souscription exceptionnelle au profit de la Fédération du Finistère du Parti Communiste Français

(envoi de chèques à l'ADF PCF 29, déductibles à 66% sur vos impôts 201 si vous êtes imposables)

Nom : Prénom : Adresse :
N° de Téléphone : Courriel :

Courrier à envoyer à Fédération du Finistère du Parti Communiste - 5 rue Henri Moreau - 29200 BREST

PCF

Parti communiste français